



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 24/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT)

rue Adrienne Bolland
ZAC de l'Orme les Sources - BP 1
42160 Andrézieux-Bouthéon

Références : UID4243-EAR-024-154
Code AIOT : 0010500150

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2024 dans l'établissement ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT) implanté 7 rue Adrienne Bolland ZAC de l'Orme les Sources - BP 1 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été effectué le lendemain d'un incident qui a touché la presse de forge et a nécessité l'intervention des pompiers pour extinction d'un incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT)
- 7 rue Adrienne Bolland ZAC de l'Orme les Sources - BP 1 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0010500150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une fonderie d'aluminium qui travaille en conception et réalisation de pièces pour les véhicules automobiles, en particulier hybrides et électriques. Le process se déroule comme suit :

fusion / fonte / refroidissement / traitement thermique / usinage.

La fonderie exploite deux technologies différentes (coquilleuses en carrousel et basse pression pneumatique).

Un agrandissement était prévu au nord des bâtiments existants pour accueillir des investissements en travail mécanique des métaux mais n'a pas été mis en œuvre.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les conséquences de l'incendie sont essentiellement économiques du fait de l'indisponibilité de la presse de forge pour deux mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents/accidents	Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Incidents/accidents	Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2.5.1	Sans objet
3	Incidents/accidents	Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie n'a eu que des conséquences matérielles (et économiques subséquentes).

L'exploitant a identifié les causes et met en œuvre les mesures correctives qui permettent d'éviter son renouvellement : procédure de nettoyage de la presse après production et vérification de la présence du carter sur les cannes avant démarrage.

L'inspection est en attente de la justification de l'élimination des déchets résultant de cet incident (cendres et eaux d'extinction polluées).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents/accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2.5.1</u> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection a été informée de l'accident par la presse et a pris contact avec l'exploitant dès le lundi matin. Il convient de préciser que l'exploitant n'était pas en défaut d'information de l'inspection car : <ul style="list-style-type: none"> - l'incendie s'est déroulé dans le dimanche 7 avril 2024 à 13h32 ; - lorsque l'exploitant est arrivé sur site les pompiers avaient éteint l'incendie ; - l'incendie n'a pas eu de conséquence dommageable pour l'environnement ; absence de conséquence sanitaire sur les employés : émission de fumée de courte durée, rétention des eaux

<p>d'extinction dans la fosse de la presse suffisamment dimensionnée.</p> <p>S'agissant d'eaux polluées par les liquides de graissage, les eaux d'extinction devaient être traitées en déchets.</p> <p>Ainsi, les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement n'ont pas subi d'impact notable hors les déchets issus de l'incendie (câbles et graisses brûlés, eaux d'extinction retenues dans la fosse de la presse)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à l'avenir à informer l'inspection lorsqu'un sinistre se déclare sur site. Au cas précis, il est noté qu'il n'a pas été défaillant. Il est rappelé les dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement en cas de modification ou de complément d'informations ou de conclusions qui ont été tirées.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets (eaux d'extinction souillées en particulier pour un volume de 15 m³ environ)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Incidents/accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport incident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'incident en date du 15 avril 2024. L'exploitant a produit deux documents : une fiche de notification et un rapport.</p> <p>Il y est fait état :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>du déroulement de l'incident</u> : <ul style="list-style-type: none"> <i>Lieu : secteur Forge</i> <i>Équipement : Presse de forge 1100T</i> <i>Date de l'évènement : Dimanche 07 Avril 2024</i> <i>Alerte interne reçue :</i> <i>à 13h36 par la société STANLEY (alarme incendie) auprès de l'astreinte Maintenance de WE</i> <i>Nom de la personne d'astreinte : M. Raphaël HILAIRE</i> <i>Heure d'arrivée de M. Raphaël HILAIRE : vers 14h00</i> <i>Typologie : Incendie</i> <i>Recueil des faits :</i> <i>L'incendie s'est déclenché au niveau de l'outil de forge 1100T.</i> <i>Le feu est reste localisé à la presse de forge.</i>

À l'arrivée de M. Hilaire vers 14h00 sur site, les pompiers étaient déjà présents depuis 13h32, et avait maîtrisé / éteint l'incendie.

Les pompiers sont restés jusqu'à 16H12 pour surveiller toute reprise éventuelle.

Donc nous pouvons estimer que la durée de l'incendie a été au maximum de 28 minutes.

Le SDIS n'a pas relevé de risque toxique.

L'eau d'extinction a été récupérée dans la fosse de rétention de la forge. Elle a été pompée (volume de 16 m3) et sera traitée en déchet DID.

- des causes identifiées :

L'incendie semble avoir été déclenché à l'arrière de la presse par un court-circuit au niveau de la connection de la résistance d'1 des cannes chauffantes – Partie haute. La table chauffante du bas semble avoir pris feu L'incendie semble avoir démarré en bas - à droite. 1 des cannes – en bas n'est pas assez rentrée. Le capot de protection n'est plus sur les cannes du bas et a été trouvé derrière la forge (ce capot n'est pas d'origine constructeur).

- accumulation de résidus (d'huile) pouvant provoquer une réaction (NB les huiles utilisées pour graisser les outillages et la presse n'ont pas de phrase de dangers - elles sont sans doute combustibles mais non inflammables)

- panneau de protection des- cannes non remis en place

- canne corrodée /dénudée

- pas de nettoyage prévu (pour les résidus de graisse) en MN1 par l'opérateur de Forge

- pas de vérification prévue avant démarrage du panneau de protection qui doit être en place

- des conséquences :

Uniquement conséquence matériel : Impossible de produire des pièces forgées (arrêt estimé au moment de l'établissement de cette fiche : entre 1 et 2 mois + coût de la répartition).

L'exploitant a rappelé les procédures en vigueur :

La procédure en vigueur est de laisser la table en chauffe (350°C), sauf en cas d'arrêt supérieur à 1 semaine.

Il y a 1 thermo couple sur la table chauffante basse relié à 6 cannes chauffantes + 1TC de sécurité

Il y a 1 thermo coupe sur la table chauffante haute relié à 6 cannes chauffantes+ 1 TC de sécurité

Verrous de sécurité : si 1 des TC est coupé ou débranché : la chauffe est coupée et une alerte est faite par le poste de sécurité STANLEY sur portables Maintenance.

L'exploitant a prévu les dispositions ci-après pour éviter le renouvellement d'un tel incident et les met désormais en œuvre :

Ajouter dans le check list N°93 – Opérateur de forge 1100T : Lors de la prise de poste-

Vérifier la présence et le bon positionnement du capot de protection

Ajouter dans l'ENR MN1 013 (Maintenance niv 1 / nettoyage par les operateurs de forge) :

- 1 fois / sem : Nettoyer les résidus de graisse au niveau du panneau de protection

Ajouter dans l'ENR MAIP 110 (vérification conditionnelle par le service Maintenance) :

- la non corrosion des cannes

- la présence de la gaine de protection des cannes

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Incidents/accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Transmission rapport d'incident

Prescription contrôlée :

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'incident en date du 15 avril 2024 - l'incendie s'étant déclaré le 7 avril, le délai de transmission a été respecté.

Il est noté que l'incendie n'a pas touché d'autres matériels que la presse de forge mais que celle-ci sera durablement indisponible.

Enfin, l'inspection rappelle en tant que de besoin la disposition particulière de l'article R. 512-69 du code de l'environnement : « *si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.* »

Type de suites proposées : Sans suite